

des salariés; ceux qui touchaient moins de \$1,000 par année constituaient un autre 28.4 p. 100; ceux qui touchaient moins de \$1,500 étaient dans la proportion de 19.6 p. 100 et ceux qui gagnaient \$1,500 et plus ne comprenaient que 16.1 p. 100 du nombre global des salariés. Etant donné que le spécialiste ordinaire en nutrition affirmerait qu'une famille est dans l'impossibilité de subvenir à ses besoins, à plus forte raison de vivre convenablement, avec un revenu annuel inférieur à \$1,500, les honorables députés constateront quelle censure manifeste ces chiffres font peser sur l'administration qui est au pouvoir depuis 1935. Je déclare donc qu'il faut au pays un remaniement du barème des salaires.

Tout notre régime de salaires est inéquitable et devrait être révisé scientifiquement. Il faudrait opérer des remaniements à la hausse pour que nos travailleurs, hommes et femmes soient traités avec justice. Quiconque fait du travail essentiel de guerre devrait avoir le moyen de vivre convenablement et l'on devrait y voir sans délai si nous voulons régler le problème de la production.

Les hauts fonctionnaires du Gouvernement prétendent que ces relèvements seront cause d'inflation. Leurs arguments ne sont pas fondés et je mets au défi tout député ministériel de prouver le contraire quand il lui plaira de prendre part au débat. Les tendances à l'inflation qui résultent du supplément de pouvoir d'achat qui accompagnerait un tel relèvement des salaires peuvent être efficacement contrebalancées par quatre mesures à prendre isolément ou simultanément: fixation des prix, octroi d'indemnités, octroi de subsides et rationnement.

Il reste encore au Canada beaucoup de main-d'œuvre inutilisée. Je me rappelle qu'à l'ouverture des hostilités certains honorables députés ministériels ont fait du yérbiage au sujet de la rareté de la main-d'œuvre au Canada. Je ne puis m'expliquer pourquoi ils s'exprimaient ainsi. La main-d'œuvre canadienne serait encore abondante si elle était judicieusement et convenablement répartie et nous pouvons effectuer cette répartition en payant bien les travailleurs dont nous avons besoin.

Voici la seconde mesure que je propose. Il importe que les producteurs touchent des prix suffisamment majorés pour que leur niveau d'existence soit convenable et que la production s'intensifie constamment. Troisièmement, il faut que les producteurs puissent obtenir du crédit à des conditions avantageuses. Quatrièmement, les moyens de production,—dans le cas de l'industrie laitière, les vaches par exemple,—doivent être facilement accessibles aux producteurs. Cinquièmement, des marchés stables devraient être garantis pour une période d'au moins deux ans après la guerre. Si l'on

passe outre à ces propositions, monsieur l'Orateur, ce sera une omission qui entraînera des souffrances et des privations pour les Canadiens. Ces cinq principes, judicieusement appliqués, rendront disponible beaucoup de capacité productive plus ou moins inutilisée en ce moment. Il est tout à fait absurde de parler de pénurie de beurre, de lait, de houille, de miel, d'œufs, de viande, de fruits, de bois de construction et ainsi de suite, au Canada. L'existence même de cette pénurie démontre l'incompétence manifeste de ceux qui administrent les affaires du pays.

Où trouver les fonds, me demandera-t-on. Peu importe la source de ces deniers, si l'on persiste à n'utiliser que l'argent emprunté ou le produit des impôts, il faudra que les fonds proviennent d'emprunts et de taxes. L'accroissement de notre dette et la hausse des impôts seront attribuables au manque de clairvoyance de nos gouvernants. En 1941, la Grande-Bretagne a déboursé, dit-on, plus de 100 millions de livres sterling en primes d'escompte, abaissant ainsi le prix des denrées, un peu comme le Gouvernement canadien l'a fait fort judicieusement dans le cas du lait il y a quelques temps. Voilà une mesure saine et que nous devrions appliquer uniformément sur toutes les denrées jusqu'à ce que le coût de la vie ait baissé; ainsi le consommateur pourra avoir ce dont il a besoin. La même année, le gouvernement britannique a dépensé 30 millions de livres sterling en subventions accordées aux producteurs primaires. C'est ainsi qu'il a pu déboursier 75c. la douzaine pour l'achat d'œufs que le consommateur a payé 50c. Ce qu'a fait la Grande-Bretagne, dont les ressources sont restreintes, le Canada peut sûrement le faire.

On ne tardera pas à me demander si de telles mesures n'entraîneront pas l'inflation. Je répondrai tout d'abord que ces mesures n'ont pas entraîné l'inflation en Grande-Bretagne, et j'ajoute que le danger d'inflation est beaucoup plus grand en Grande-Bretagne qu'il ne l'est ou ne pourrait l'être au Canada. Parlons un peu de l'inflation. Un grand nombre de personnes, sur le continent américain, emploient ce mot "inflation" apparemment à dessein et, je crois, sans sincérité, pour effrayer le peuple afin qu'il fasse ce que les chefs de l'Etat veulent qu'il fasse; ils abusent de l'ignorance et de l'incompréhension du peuple; ils abusent de la confiance que le peuple a mise dans ceux qu'il a chargés de le gouverner en ces temps difficiles. Qu'est-ce que l'inflation? C'est simplement un relèvement des prix. Qu'on ne l'oublie pas, ce n'est qu'un relèvement des prix. Qu'est-ce qui cause l'inflation? Il y a trois causes. En premier lieu, il y a la manipulation voulue des prix, ainsi qu'on l'a constaté immédiatement après le commencement de la guerre,